

ÉLODIE FRADET

MAKENI

ÉDITIONS MAÏA

Découvrez notre catalogue sur :
<https://editions-maia.com>

Un grand merci à tous les participants de
simply-crowd.com qui ont permis à ce livre
de voir le jour :

FRÉDÉRIC AMÉRIGO	ANNICK LACOUT
SUZY BOUQUET	MARJORIE RICAUD
MAIMOUNA COULIBALY	NAIMA SAYAD
ÉLISABETH COUSTAU	SYLVAIN NAUDEAU
GUILHOU	PASCALE PERE-ESCAMPS
PASCAL DE RAUGLAUDRE	HENRIQUE PINTO
ANNIE-CHANTAL FRADET	JÉRÔME PLANCHE
ARMELLE FRADET	RACHEL SAUTREAU
JOËL FRADET	STELLA SERFATY
GISÈLE GALLAIS	ÉRIC THOMAS
ISABELLE GALLAIS	LÉA TUAL
ROGER HOEBERICHTS	MARIE-FRANÇOISE VALAX

© Éditions Maïa

Nos livres sont éthiques et durables : économes en papier et en encre, ils sont conçus et imprimés en France.

Tous droits de traduction, de reproduction ou d'adaptation interdits pour tous pays.

ISBN 978-2-37916-732-4

Dépôt légal : juin 2021

CHAPITRE 1

Makeni — Sierra Leone

Une bourgade sans charme

La radio HF crépite de jour comme de nuit. Depuis mon bureau, j'aperçois l'opératrice, Awa, le visage cerclé de fines tresses nattées avec patience et méthode. Elle s'est légèrement assoupie entre deux conversations radiophoniques. Une chaleur étouffante écrase la maison. Par intermittence, sa poitrine enfermée dans un corsage beige se soulève avec une sensualité nonchalante. La pièce est sans charme, les murs nus, le mobilier rare et dépareillé, un bureau usé et trois chaises, un classeur rouillé contenant des codes de fréquences radio. Accroché au mur, face à l'équipement de communication, une carte de la Sierra Leone, représentant un territoire encerclé par le Libéria, la Guinée et l'océan Atlantique.

Ce que je sais de la Sierra Leone, pas grand-chose, je l'ai appris au siège de mon organisation, Alimentation Internationale, à Paris. Comme le prévoyait le protocole, je fus reçue, quelque temps avant mon départ, un jour pluvieux d'octobre, par le directeur des opérations. C'était un homme las, usé par l'Afrique, déprimé par la saison, submergé par l'ennui, qui semblait incapable de se réadapter au train-train de la vie française. Il contemplait avec indifférence l'enthousiasme des nouvelles recrues prêtes pour le départ, qui se succédaient chaque

semaine dans son bureau que lui ne quitterait plus jusqu'à sa retraite. En sortant de cet entretien décevant, afin d'approfondir ma connaissance du pays, j'optais pour une bibliothèque spécialisée dans le développement et les questions humanitaires. Ce fut un échec, des rayons vides, pas d'ouvrages écrits sur ce pays disponibles ici, des coupures de presse rares également. Peu de journalistes français pour couvrir la Sierra Leone, insécurité persistante oblige et zone stratégique de second choix pour les médias français.

En rentrant chez moi, j'avais griffonné quelques notes. Je les consulte encore régulièrement, comme aujourd'hui.

« Terre de refuge pour les esclaves affranchis aux 18e et 19e siècles, première colonie britannique de l'Afrique de l'Ouest en 1792, le pays a obtenu son indépendance en 1961. Depuis, il chemine au rythme chaotique des coups d'État, l'appétit des prétendants au trône aiguisé par la promesse de la captation des réserves diamantifères situées à l'est.

À partir de mars 1991, la Sierra Leone est en guerre civile. En mars 1996, certains ont cru au retour de la paix avec l'avènement d'un nouveau président, démocratiquement élu avec 59,5 % des voix. Son règne sera de courte durée puisqu'un an plus tard il est évincé sous l'action combinée de deux mouvements, l'AFRC, en français, le Conseil Révolutionnaire des Forces Armées, secondé par le RUF, le Front Révolutionnaire Uni. La Sierra Leone replonge dans le chaos. Sous la pression internationale, le RUF a signé l'accord de Conakry, le 23 octobre 1997 prévoyant le retour au pouvoir du président élu Ahmad Tejan Kabbah. Selon le calendrier établi, son rétablissement est attendu pour avril 1998. Fortes de cette normalisation escomptée, les ONG qui avaient fui la zone reprennent progressivement leurs opérations en Sierra Leone. »

Le son de la radio interrompt ma lecture, ce bruit de fond terriblement familier, véritable bande-son des missions humanitaires. Le chant des ondes relie vingt-quatre heures sur vingt-quatre les bureaux d'Afrique de l'Ouest de l'ONG Alimentation Internationale aux noms exotiques, promesses de tant d'aventures : Makeni, Freetown, Bô, Conakry, Monrovia. Sa musique rythme nos journées. À intervalles réguliers, les opérateurs radio chassent les grésillements en déroulant un point de situation sur la fréquence réservée à l'association. Ces voix anonymes

se livrent à un exercice d'apparence fastidieux, répétitif. Généralement, les échanges se bornent à confirmer la qualité de la communication, c'est-à-dire que l'on s'entend bien, fort et clair, et que la situation sécuritaire ne se détériore pas. Pourtant, au bout du micro, à l'heure dite, c'est une montée sur le ring. Chacun travaille sa voix, son style, use et abuse du langage radio et de l'alphabet consacré. Être reconnu et remarqué dans le peu de temps qui lui est imparti, tel est l'objectif. On identifie les correspondants par le nom de leur base, bien que celui-ci soit codifié. Les sites sont désignés par leurs deux premières lettres, transcrites en alphabet radio. Ainsi, lorsqu'Awa communique depuis notre bureau de Makeni, elle se présente sous l'appellation Mike Alpha.

La communication entre opérateurs est terminée, à nouveau, le grésillement me berce. Je replonge dans mon cahier.

« Makeni est une bourgade sans charme de 80 000 habitants environ, ce qui en fait la cinquième ville du pays ». J'avais noté cette seule information. Personne n'avait estimé nécessaire d'en dire davantage. Depuis mon arrivée, ma documentation s'est enrichie par l'observation. « Une allée centrale regroupe quelques commerces principalement tenus par des Libanais, ainsi qu'un pub. À la périphérie, quelques habitations de plain-pied construites sans grande originalité, à moindre coût, un marché quotidien, où l'on s'approvisionne en fruits et légumes, en fripes ou en pâte de cacahuètes. La ville est entourée de montagnes, seul plaisir oculaire notoire. Considérée comme la base arrière des rebelles, à 177 km seulement au nord-est de la capitale Freetown, il y règne un calme relatif. »

En effet, Makeni obtient une note de 2 sur 4 pour la sécurité, selon la grille d'évaluation de mon organisation. Il est donc possible d'y travailler sans trop de contraintes. D'après le manuel de sécurité que l'on m'a remis à mon arrivée, l'échelle de la sécurité comporte quatre niveaux. Pour chacun, un protocole spécifique détaille des obligations et des interdictions. Plus le niveau est élevé, plus la liste d'obligations et d'interdictions s'allonge. Le niveau 1 permet l'exercice normal des activités. Le niveau 2 conditionne leur maintien à l'observation quotidienne de la sécurité des routes et à l'évolution de la situation politique et militaire. Les expatriés doivent être prêts à évacuer à tout moment et les sorties nocturnes sont proscrites. Si la situation

se dégrade, le niveau 3 est déclaré, c'est-à-dire le confinement de l'équipe et l'arrêt des activités. Le niveau 4, c'est l'évacuation.

Notre base-maison-bureau-entrepôt est située à la périphérie du bourg. L'organisation gère également un centre de nutrition en ville. En tant que cheffe de base, mon rôle consiste à faire fonctionner, coûte que coûte, les activités de la mission Alimentation Internationale à Makeni : gérer les ressources humaines, administrer, respecter les budgets, surveiller les stocks, passer les commandes, assurer la sécurité des équipes. Pour ce faire, je m'appuie sur Mohamed, l'administrateur, un Sierra-Léonais d'une cinquantaine d'années, expérimenté et sage. Recruté d'abord pour son expérience professionnelle, il s'est rapidement fait remarquer pour sa débrouillardise, sa capacité d'analyse, son sens stratégique et son aptitude à nouer des alliances avec les personnes clés à l'extérieur comme à l'intérieur de l'organisation. Le chef de mission, Tom, basé à Freetown est son plus grand soutien. Mohamed est un homme protégé, précieux et respecté. Pourtant, nous ne nous apprécions guère. Probablement parce qu'il me renvoie l'image de ce que je suis, une jeune blanche inexpérimentée, caractérielle et arrogante de 26 ans.

Qu'importe. Ensemble, nous coordonnons l'équipe d'Alimentation Internationale de Makeni. C'est une sacrée tâche puisque celle-ci est composée d'une cinquantaine de personnes et de plusieurs corps de métiers : des logisticiens, des administrateurs, des chauffeurs, du personnel médical, un cuisinier, des opérateurs radio, des gardiens, des agents d'entretien, et des enquêteurs en sécurité alimentaire.

Au personnel local s'ajoute une expatriée, l'infirmière française, Anne, originaire de la zone frontalière entre la Belgique et la France. Arrivée depuis quelques jours seulement en Sierra Leone, agréable et réservée, je ne sais que peu de choses d'elle, si ce n'est que c'est une humanitaire expérimentée. Il n'est pas d'usage de se questionner sur nos vies d'avant. Les équipes passent 24 heures sur 24 ensemble, parfois en huis clos, selon les conditions de sécurité. Moins on se livre, moins on risque de découvrir les points de friction avec les autres membres. Dans un bouillon de culture, le grain de sable a tôt fait de se transformer en menhir. Cette règle n'est écrite nulle part, mais chacun l'assimile rapidement. Sans regret, nous abandonnons une large part de notre identité en intégrant l'organisation. Et, dès

notre deuxième mission, la vie avant l'humanitaire devient pour chacun de nous floue ou dénuée d'intérêt. On ne raconte que ce qui fédère, les souvenirs des précédents terrains, les anecdotes en zones de tension, les connaissances communes.

Lors de son arrivée, fin décembre, j'ai noté la date dans mon cahier de peur de l'oublier, Anne a simplement indiqué avoir grandi dans une bourgade, au sein d'une famille normale, au milieu de deux frères et sœurs avec pour seule passion la danse classique. Elle ne se voyait pas en faire un métier alors qu'infirmière, c'était rassurant, on était certaine de toujours trouver du travail.

Je ne crois pas aux familles normales, je considère le cadre familial comme menaçant par nature. J'imagine donc une tout autre histoire. Un père autoritaire, un choix d'études limité par le patriarcat, privant Anne de la capacité effective de décider de sa vie.

« Danseuse, certainement pas, c'est un loisir, pas un métier. Infirmière, c'est un vrai travail ! »

Puis je visualise Anne, jeune infirmière, autonome financièrement, vivant sous son propre toit, avec cette envie qui grandit. Pas de regret pour la danse, non, ça c'était un désir d'enfant, ou plutôt une habitude, pas de quoi alimenter toute une vie. Un autre rêve, continuer ce qu'elle a entrepris, soigner, mais ailleurs, en Afrique. Je l'imagine parlant d'abord à sa mère. Et celle-ci qui ne répond pas feignant de s'affairer dans la cuisine. Face au silence répété, sa détermination qui grandit. Elle s'enhardit. Un jour, elle annonce sa décision lors d'un repas de famille brutalement en plein rôti.

« Je pars travailler dans l'humanitaire ».

Le patriarcat reste sans voix. Les frères et sœurs, au contraire, témoignent de leur surprise et de leur inquiétude, posant mille et une questions.

Tout est ensuite allé très vite. Le personnel médical est très recherché en ONG. Se faire engager est presque une simple formalité. Alimentation Internationale a répondu en premier, un entretien et l'affaire était validée. Trois mois de préparatifs et d'excitation, faire ses cartons, ne conserver que les trente kilos que l'on est autorisée à emmener, libérer son appartement, entasser ses meubles dans la cave de ses parents. Vient le moment du dernier repas de famille, les oncles, les tantes et les cousins

sont présents, les voisins passent prendre le dessert. Les regards disent l'excitation, l'admiration et celui du patriarche, la fierté. Puis, les missions qui s'enchaînent jusqu'à atterrir, ici, à Makeni.

La voici, justement, Anne. Elle vient de me rejoindre dans la pièce où est installée la radio. Ses cheveux blonds, fins et courts sont collés par la sueur contre ses tempes pâles. Elle porte un tee-shirt blanc au logo de l'association, un peu délavé par ses précédentes missions et un jean large qui dissimule sa minceur et son corps étiré d'ancienne danseuse.

Il est temps de sortir Awa de sa torpeur. Une fois par jour, les opérateurs radio abandonnent leur micro et leur poste. C'est le moment dit du « radio-contact ». À heure fixe, le chef de mission d'Alimentation Internationale, Tom, depuis son bureau en capitale, échange avec ses troupes de terrain. Il est question, lors de ce point, des activités de l'association, des besoins logistiques de la mission et des conditions de sûreté. C'est à partir de la description de ces dernières qu'est actualisé, le cas échéant, le niveau de sécurité.

À 17 h, le grésillement de la radio cesse. Freetown est en ligne. Je me tends un peu. Ce soir, j'épargne Tom de l'ommage habituel à David Bowie, lorsque je m'empare du micro, en ouvrant inmanquablement la conversation par « this is ground control to Major Tom ». L'atmosphère n'est pas à la fête. Je n'ai pas de bonnes nouvelles à annoncer. Un de mes entrepôts a été pillé. Une grosse partie des ressources alimentaires fournies par le programme alimentaire mondial s'est évanouie, ce qui compromet le bon fonctionnement du centre de nutrition.

La radio ne se prête pas à raconter les histoires dans leur détail. J'explique la situation dans ses grandes lignes. Les stocks de nourriture étaient contaminés par des larves. En l'état, ils étaient considérés impropres à la consommation. Dans l'humanaire, c'est habituel, on ne jette pas, on traite. Selon les techniques en vigueur, la méthode préconisée était la fumigation. Cela consiste à utiliser des substances gazeuses tuant les insectes à tous les stades de leur vie. Cette opération n'est pas une mince affaire. Elle nécessite une véritable organisation en amont. D'abord, se procurer les produits. Ensuite, trouver des experts capables de les manipuler. L'opération doit enfin être réalisée dans des locaux étanches ou à minima dans un endroit isolé pour limiter l'impact des effets toxiques sur les humains ou

sur les animaux. J'avais trouvé les produits, l'expert, un espace suffisamment éloigné. Ce même éloignement faisait justement que je ne pouvais pas assurer la sécurité du lieu. C'est pourquoi, une fois le traitement effectué, l'entrepôt improvisé avait été recouvert d'une signalétique adéquate, indiquant le danger, et réputée dissuasive. Un réflexe d'Occidentale qui n'a jamais été confrontée à la survie. Bien évidemment, le risque ne dissuada pas, l'endroit fut vidé pendant la nuit.

Ce soir, la question est donc de déterminer comment continuer nos activités d'aide alimentaire avec des réserves très limitées de nourriture. Ensemble, nous calculons le temps nécessaire au réapprovisionnement et jusqu'à quand nous pouvons tenir avec les stocks actuels.

Tom jure, comme je m'y attendais, d'épuisement, de guerre lasse : « Bon sang, mais comment bosser dans des conditions pareilles ! »

Le contact radio me semble durer une éternité. Après les salutations d'usage, lorsque je repose le micro, il est déjà tard. Mon tee-shirt est trempé. Je me dirige vers la salle de bains en espérant que la réserve d'eau ne soit pas vide. Un liquide brunâtre s'échappe du robinet hoquetant. Je m'assois sur le bord de la douche en espérant que la terre s'évacue rapidement des tuyaux pour que ceux-ci libèrent enfin une eau si ce n'est cristalline, moins opaque. Je me sens terrassée par l'impuissance, épuisée par le manque de sommeil imputable à la chaleur, aux coups de feu nocturnes, au crépitement de la radio. La difficulté de ma tâche m'écrase. Dans le reflet de la glace, je peine à me reconnaître. Je ne ressemble plus à la jeune Parisienne coquette, maquillée et coiffée avec soin, promenant dans les ruelles du Marais son insouciance, son sourire et ses conquêtes. Mais personne ici, de toute façon, n'a connu cette Margot-là. Plusieurs souvenirs de missions se sont intercalés depuis cette vie. Cependant, ils se rappellent peut-être la Margot joufflue du début. J'ai dû perdre 4 kilos depuis mon arrivée. Évidemment, pas de pèse-personne dans la salle de bains pour que je m'en assure. Le matin, j'habille ce corps amaigri pour faire face à toutes les situations que me réservera la journée : plonger sous la voiture et vérifier les amortisseurs, arpenter le marché boueux et les rues défoncées, livrer le centre dans un véhicule poussiéreux... Mon quotidien se déroule donc dans un vieux short en denim

acheté ici, dont je n'ai jamais su, d'ailleurs, s'il m'allait bien faute de grand miroir dans la maison pour le vérifier. Il s'accompagne souvent d'un tee-shirt au sigle de l'organisation pour être repérable de loin en tant qu'humanitaire et des Caterpillars montantes qui protègent mes pieds de toute aventure, me rappelant très vaguement les bottines que j'aimais tant porter à Paris. Mon corps est ferme et nerveux puisque je continue à courir trois fois par semaine. À travers le reflet de la vitre de la salle de bain, j'observe les traits de mon visage tirés, mes yeux cernés et mon regard noir. Des larmes d'épuisement recouvrent mes joues.

Lorsque je sors de la douche, le bureau s'est vidé. Les employés ont pris le chemin du retour afin d'arriver chez eux avant la pénombre. La nuit tombe rapidement et se déploie sans entrave, majestueusement, dans ces rues désertées par l'éclairage public, saluée par le chant des crapauds-buffles.

J'avise Anne, installée sur la terrasse.

« Tu viens, on va se boire un coca ou une bière fraîche ? »

Elle me suit.

Ce luxe est proposé par une petite échoppe, équipée d'un générateur, à une centaine de mètres de la maison. Le local est en terre battue, éclairé au néon. Les étagères sont remplies de produits industriels fabriqués je ne sais où et destinés à je ne sais quels consommateurs. Seront-ils vendus un jour ? Le clou de l'endroit est à n'en pas douter le frigo, à porte transparente, regorgeant de boissons glacées ; coca, Fanta, Miranda, Seven up, bière. À côté du réfrigérateur, un amoncellement de bouteilles en verre destinées au recyclage, vidées à Makeni et remplies en Guinée. Le patron, Joseph, un Libanais avenant et sûr de lui, d'une trentaine d'années, parle parfaitement français. Il a fait ses études à Bordeaux. Il est très en verve, ce soir :

— Tu te rends compte, Margot, seulement un tiers des Libanais habitent au Liban. On est tous partis. Les premiers ont fui leur montagne avant la guerre de 14, pour des raisons religieuses parce qu'ils étaient persécutés par les Druzes. Après les Maronites, ce sont les Chiites qui se déplacent et les Français encouragent leur installation en Afrique de l'Ouest. Puis, à partir de 75, c'est la guerre. Les Libanais ont fui où ils pouvaient, là où ils disposaient de contacts pour s'installer, au Sénégal, au Nigeria et en Sierra Leone. Moi, j'appartiens à la dernière vague d'immigration, celle de la guerre, de la densité et de la

crise économique. Quand j'ai décidé de partir, le chômage atteignait plus de 60 % pour les moins de trente ans. Qu'est-ce que tu voulais que je fasse là-bas ? J'aurais pu essayer de trouver du travail en France avec mon diplôme, mais tout était trop long et trop cher. J'ai préféré l'aventure. Mes parents sont toujours au Liban et moi, je suis devenu une caricature du Libanais en Afrique de l'Ouest.

— Tu as toujours été commerçant, Joseph ?

— Non, Margot. J'ai commencé à travailler dans la province de Kono, à l'est. J'étais dans les diamants. Une sacrée aventure. C'est comme ça que j'ai pu acheter ce magasin. Tu imagines ? Plus de la moitié des commerces de Sierra Leone sont tenus par des Libanais. Ma vie est ici maintenant. J'ai la double nationalité, libanaise et sierra-léonaise. J'ai même fait un fils avec une fille d'ici.

Je ne peux pas en placer une. J'écoute son monologue d'une oreille distraite, l'histoire du vol m'obsède. Je soupçonne des complicités dans l'équipe. Il est possible qu'un employé ait ébruité l'emplacement de l'entrepôt ou fourni l'information sous contrainte. Il est fréquent que le personnel local des ONG soit forcé à coopérer avec les forces armées ou les fonctionnaires corrompus. Dès lors que les équipiers ont accès à des informations, à des clés de coffre, de réserve, ils sont susceptibles de subir des pressions. Ils sont menacés s'ils ne facilitent pas la rapine de médicaments, d'essence ou de nourriture. Ce qui nous oblige à être vigilants et à arbitrer entre les responsabilités que l'on souhaite confier et le risque d'exposer démesurément nos salariés.

L'arrivée de deux clients offre un répit à mes réflexions. Les hommes sont impressionnants par leur taille. Ils portent de véritables uniformes agrémentés de galons, pas des tenues militaires dépareillées auxquelles nous sommes habituées. Ils sont armés. Par réflexe, nous nous mettons en retrait, nous évitons les militaires. Cependant, ici, l'endroit est trop exigü pour s'isoler. Ils parlent fort, avec assurance, comme s'ils étaient chez eux. L'un des deux est particulièrement charismatique, c'est lui qui dirige la conversation. L'autre se contente de hocher la tête régulièrement. Le regard du plus vif se porte soudain sur nous, mécaniquement, le regard du second suit. Ils dissimulent mal leur stupéfaction et leur curiosité. Je suis prise d'une légère inquiétude. Puis, rapidement, les nouveaux arrivants se présentent,

encouragés par Joseph, satisfait de recevoir ces hôtes de choix. Rien de moins que le chef de la police de Makeni et le ministre du Commerce du gouvernement rebelle, un certain Pharrel au regard perçant. Je me demande ce qu'il peut bien faire ici. S'est-il engagé dans la tournée des popotes pour resserrer les troupes en fief ami ou est-il venu surveiller que ses hommes ne se gavent pas démesurément sur la bête ?

Ils semblent découvrir la présence de notre organisation dans la province. Qu'elle soit dirigée de surcroît par deux jeunes femmes d'une vingtaine d'années les épate. Le commandant militaire rebelle auquel nous sommes chacune allées nous présenter à notre arrivée, puisqu'il doit assurer la sécurité des humanitaires, communique visiblement peu avec la police. L'occasion est créée d'expliquer notre travail ; le programme de nutrition des enfants accueillis avec leur mère dans notre centre, nos équipes d'enquêteurs en sécurité alimentaire qui diagnostiquent les besoins d'assistance de la population. Ils hochent la tête régulièrement pour marquer leur approbation.

En Sierra Leone, les contacts avec les autorités sont peu fréquents. Elles nous laissent travailler comme nous l'entendons, nous sommes si peu nombreux. La présence de chaque ONG représente une opportunité formidable d'améliorer le quotidien de la population. Cela me change de ma précédente mission en Birmanie, où pour chaque déplacement professionnel ou privé, je devais solliciter une autorisation auprès des instances militaires. Chacun de mes mouvements était scruté par les habitants, espions improvisés, désignés comme collectivement responsables de mes faits et gestes. La seule phrase en anglais que chacun maîtrisait était « où vas-tu ? ». Dans ce contexte, surveillée jour et nuit, j'avais néanmoins réussi à nouer une relation avec un Birman en rupture de ban. Ce qu'on nous faisait payer cher à tous les deux. La nuit, mes volets étaient criblés de pierres sans que je puisse identifier les auteurs de ces actes, militaires cherchant à m'intimider, fiancée jalouse, voisins malveillants. Cueilli chaque matin à la sortie de mon lit, Schwe Sein, mon compagnon, dont le prénom signifiait « or et diamant » en birman, était conduit en interrogatoire. Lorsque je venais récupérer mes autorisations de déplacement au poste, je le croisais, tête baissée, encadré par deux militaires. Nous faisons mine de ne pas nous connaître pour ne pas aggraver nos

cas respectifs, au moins devant les autorités. Il savait mieux que moi, depuis le premier jour, ce à quoi cela l'engageait, une relation avec moi. Il se jouait de l'autorité. Il se vantait d'avoir fait ma conquête alors qu'il eut fallu être discret. Le soir venu, une fois les autres expatriés endormis, il surgissait par ma fenêtre et s'éclipsait au petit matin par le même chemin. Puis, je tombais malade et lorsque je fus trop mal en point pour espérer qu'on réussisse à me soigner sur place, je dus quitter le pays. Le signal de mon départ signa aussi le sien. Loin de mon œil d'étrangère, susceptible d'alerter sur la situation des droits de l'homme dans l'hypothèse où il lui serait arrivé quoi que ce soit, il ne bénéficiait plus d'aucune protection. J'imaginai que la tentation de l'inculper enfin pour la trahison que représentait cette amourette jugée contre nature devait être forte pour les autorités. Je savais que je ne le reverrais jamais et que ma maladie avait été une bénédiction, que l'affaire aurait fini par très mal tourner. Mon employeur inquiet m'aurait probablement renvoyée en France et quelques miliciens improvisés se seraient chargés de lui faire la peau. Pourtant, je ne me suis jamais inquiétée pour lui, je sais qu'il s'en est sorti.

En Sierra Leone, rien de tel, l'État est trop faible pour se mêler de contrôle de déplacement, d'amour, de morale ou de quoi que ce soit. Je profite cependant de la rencontre avec ses représentants pour narrer mes mésaventures, le pillage de l'entrepôt, puisqu'au moins par l'uniforme, ils incarnent un semblant d'autorité. Je suis écoutée avec ce qui me semble être de la compassion et de l'intérêt. Le représentant du RUF opine du chef, théâtral dans le moindre de ses gestes. Il nous considère comme un soutien politique de taille. On limite la casse, les effets du coup d'État et des sanctions au sein des populations. En fin stratège, le ministre nous assure de son soutien. Il décrète même, grisé par sa propre éloquence que notre affaire est une priorité.

D'un ton autoritaire, il déclare au chef de la police :

« Demain, tu ne m'accompagneras pas dans mes visites. Tu resteras au bureau tirer cette affaire au clair, retrouver les voleurs et la nourriture de ces dames qui sont venues de si loin, courageusement pour aider notre pays ».

Le chef de la police est contrarié. Il peine à le dissimuler.